



HAL
open science

Le mouvement Tea-Party, invité indésirable du bilan Obama

Olivier Esteves

► **To cite this version:**

Olivier Esteves. Le mouvement Tea-Party, invité indésirable du bilan Obama. Eppreh-Butet, Raphaël; Ben Barka, Mokhtar. Le président Barack Obama à l'épreuve du pouvoir. Bilan de son premier mandat et perspectives d'avenir, L'Harmattan, 2015, 978-2-343-07239-5. hal-03838060

HAL Id: hal-03838060

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03838060v1>

Submitted on 16 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le mouvement *Tea-Party*, invité indésirable du bilan Obama

Olivier Esteves

Que ce chapitre occupe une place particulière dans le présent ouvrage est une évidence : en effet, le mouvement *Tea-Party*, qui a induit une radicalisation durable du parti républicain ¹, n'est bien sûr pas à mettre au crédit ou au débit de Barack Obama, contrairement, par exemple, à sa réforme du système de santé, sa politique économique ou étrangère, etc. Pourtant, fournir une analyse de ce mouvement semble essentiel si l'on veut comprendre le type d'opposition auquel a dû faire face le premier président non-blanc de l'histoire américaine, laquelle a eu un impact sur l'héritage des deux mandats Obama. C'est donc avec cette forte opposition en tête qu'il nous faut étudier son bilan, et c'est aussi enserré entre les présidences Bush et Trump qu'il convient d'apprécier le phénomène *Tea-Party*.

Celui-ci puise son influence dans son caractère hétéroclite et décentralisé. Le *Tea-Party*, largement incontrôlé au sein du parti républicain, est un incubateur d'idées conservatrices qui fédère un ras-le-bol fiscal extrêmement puissant et profondément enraciné, malgré l'insistance sur le caractère construit de toutes pièces du *Tea-Party*, qui certes profite de très généreuses aides financières des familles les plus aisées du pays (les frères Koch, par exemple). Le mouvement est davantage une nébuleuse qui fédère, génère et exploite des sentiments d'irritation fiscale qu'un vrai mouvement uni par une idéologie commune. Le registre des *sentiments* est d'ailleurs très important dans l'étude du *Tea-Party*, et ce n'est pas un hasard si Kate Crehan, auteure d'un ouvrage sur la notion de « sens commun » chez Antonio Gramsci et son application dans le champ des discours publics sur les inégalités, consacre un chapitre au *Tea-Party* comme générateur de récits fédérateurs dans une partie de l'opinion publique ². De manière plus générale, Theda Skocpol et Vanessa Williamson ont déjà observé, dans leur remarquable étude de terrain, que : “Issues and policies matter to Tea Party members, of course, as do their conceptions about American government...But we

¹ Voir Ronald Formisano, *The Tea-Party, A Brief History*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2012, p. 2.

² Kate Crehan, *Gramsci's Common Sense, Inequality and Its Narratives*, Durham (N.C.) : Duke University Press, 2016.

would be remiss not to underline, from the start, the *feelings* that came across so vividly when people spoke to us”³.

Avant d'évoquer la genèse du mouvement, rappelons à quel point aux États-Unis, le symbole du *Boston Tea-Party* (1773) est un extraordinaire vecteur d'union nationale et de fierté patriotique. Faire la comparaison avec la prise de la Bastille française est sans doute une erreur car la puissance symbolique de la révolte des patriotes américains de 1773 n'a probablement pas d'équivalent strict en France. C'est pourquoi, de tous temps, l'invocation du *Tea-Party* a servi des causes diverses, à gauche mais aussi à droite de l'échiquier politique, sans compter la kyrielle d'exploitations commerciales de l'événement. Selon l'historien Ronald Formisano, le *Tea Party* est cet événement fédérateur, iconique, dont « on parle tant mais dont finalement les Américains savent si peu de choses »⁴. Dans le cas présent, s'être arrogé le symbole des insurgés de Boston est parfaitement congruent avec la dimension anti-étatique et anti-impôt du *Tea*⁵-*Party Movement*, et avec la fascination qu'exercent les pères fondateurs au sein du mouvement. Il faut ajouter à cela une certaine lecture (ou la prétention à une certaine lecture) littéraliste de la constitution américaine, dont les termes devraient être appliqués tels quels à la société américaine plus de deux siècles après qu'ils eurent été gravés dans le marbre. Ce n'est là qu'un des aspects les plus nébuleux de la nostalgie politique érigée en stratégie de reconquête du pouvoir, que devait symboliser quelques années plus tard le 'Make America Great Again' de Donald Trump. Dans l'iconographie du *Tea-Party movement*, Obama a déjà été dépeint comme celui qui brûle, littéralement, le texte de la constitution⁶, un blasphème politique tout autant que religieux pour celui qui est dépeint, aussi sinon surtout, comme un musulman. On touche ici à un des enjeux principaux de ce chapitre : appréhender la dimension strictement anti-Obama de ce phénomène politique, ce qui présuppose de jauger son inscription dans la longue durée du retour de bâton conservateur et non pas seulement la réaction spontanée, épidermique qu'il constitue face à un président honni. C'est aussi, en filigrane, évaluer l'importance au sein du *Tea-Party* des grilles

3 Cité dans *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, Oxford : Oxford University Press, 2012.

4 Cité dans *op.cit.*, p. 118.

5 'T-E-A' veut aussi dire 'taxed enough already'.

6 Le tableau du peintre conservateur Jon MacNaughton l'illustre bien : voir <http://latimesblogs.latimes.com/culturemonster/2012/03/why-a-painting-of-president-obama-with-a-burning-constitution-is-junk.html> (accédé le 10 août 2017).

d'analyse raciales et ethniques du monde social américain, primat racial que, pour des militants, Obama lui-même incarne dans sa chair.

I/ La genèse d'un mouvement anti-impôt

Le 19 février 2009, soit quelques semaines à peine après l'installation d'Obama à la maison blanche, le commentateur Rick Santelli s'est lancé dans une diatribe télévisuelle (CNBC) qui devait constituer l'acte de naissance officiel du mouvement *Tea-Party*. Sollicité par les journalistes en plateau pour donner son avis sur une mesure d'Obama en faveur des personnes expulsées de leurs foyers suite aux emprunts toxiques à l'origine de la crise des *subprimes*, M. Santelli a stigmatisé avec fougue depuis la salle des marchés de la bourse de Chicago (*Chicago Mercantile Exchange*) l'assistanat éhonté que constituaient ces mesures, et la manière dont elles promeuvent des comportements déviants (*promoting bad behavior*) de consommateurs irresponsables et non-méritants. Les deux passages les plus cités de cette sortie mémorable sont les suivants : "This is America! How many of you people want to pay for your neighbor's mortgage that has an extra bathroom and can't pay their bills?" et, à la fin: "I'll tell you what, if you read our Founding Fathers, people like Benjamin Franklin and Jefferson, what we're doing in this country now, is making them roll over in their graves"⁷.

Ces propos, de l'ordre de la harangue (que restitue bien le terme anglais de *rant*), doivent être replacés dans leur contexte immédiat de production. M. Santelli n'est pas en plateau, il est au *Chicago Mercantile Exchange* entouré de traders les yeux rivés sur leurs écrans d'ordinateur. En entendant ces mots, beaucoup d'entre eux se lèvent et font connaître leur approbation et leur haine envers les réformes « socialistes » d'Obama. Son premier auditoire, donc, est un public néo-libéral conquis d'avance, aux revenus en toute vraisemblance (très) supérieurs à la moyenne américaine. Santelli l'identifie néanmoins nommément à la « majorité silencieuse » du pays, même si la journaliste en plateau relève l'ironie de l'expression nixonienne dans une situation aussi tapageuse. Au passage, Santelli valide aussi définitivement l'idée selon laquelle les traders des salles de marché constituent

⁷ Voir <https://www.youtube.com/watch?v=bEZB4taSEoA> (accédé le 08.09.2017).

une des forces productrices de richesse dans le pays, qu'il est entouré de « méritants » qui se « lèvent tôt », puisque la vieille industrie est moribonde : Detroit ne produit presque plus de voitures, par exemple, sauf des Chevrolet '54 dans lesquels paradent les assistés avec arrogance, dit Santelli.

Dans “How Many of You People...”, le chroniqueur boursier depuis longtemps aguerri aux salles de marché de Chicago s'adresse autant aux traders aisés autour de lui qu'à l'Amérique tout entière. Il cultive la suspicion entre « voisins » d'un même quartier, titille la frustration de familles souhaitant quitter des quartiers où vivent ces « assistés » et, plus important sans doute, illustre l'antienne souvent associée à Margaret Thatcher selon laquelle « il n'y a pas de société »⁸ : plutôt que d'envisager la souffrance bien réelle d'un large groupe social expulsé de leurs maisons (comme l'illustre le documentaire *Cleveland vs. Wall Street*, par exemple⁹), il pourfend un agrégat d'individus irresponsables attirés par un luxe (*extra bathroom*) qu'ils ne méritent pas, ce qui contraste avec ces traders à côté de Santelli semblant suer sang et eau en face de leurs écrans. Beaucoup plus important : cet appel résonne alors même que pour les tranches supérieures de revenus, les taux d'imposition atteignent des niveaux historiquement bas dans la longue durée, passant de près de 90% dans les années 1940-50 à des proportions proches de 40% depuis les années Reagan¹⁰.

Ainsi se définit selon Santelli la politique toxique car socialiste de Barack Obama. Ainsi se dessinent également deux portraits opposés de l'Amérique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Santelli parle depuis Chicago. Comme l'ont bien montré Andrew Diamond et Pap N'Diaye¹¹, la grande ville du nord est à la fois l'incarnation parfaite de la ville globale des gagnants de la mondialisation se concentrant dans et autour du *Loop*, mais aussi une Babylon désindustrialisée des perdants (noirs notamment) de cette même mondialisation, perdants au chevet desquels Obama s'est penché en tant que *communtty-organizer* au sud de la ville, de 1985 à 1988. On notera au passage que Chicago est aussi la ville de cette *Welfare Queen*

8 Il s'agissait au départ d'une interview de M. Thatcher dans le magazine *Woman's Own* (31.10. 1987) ; une certaine vulgate anti-libérale a souvent surexploité (en la décontextualisant) cette situation.

9 Documentaire réalisé par Jean-Stéphane Bron, France / Suisse, 2010.

10 Voir par exemple Thomas Piketti, *Le Capital au 21^{ème} siècle*, Paris : Fayard, 2013.

11 Voir leur ouvrage *Histoire de Chicago*, Paris : Fayard, 2013.

jamais précisément identifiée, dont Ronald Reagan a fait une puissante thématique électorale, et sur laquelle je reviendrai plus loin.

Que l'appel de Santelli ait exercé une telle influence à travers le pays est d'abord explicable par la distance sociogéographique qui sépare la majorité des *Tea-Partiers* des communautés décimées par la toxicité des *subprimes*. Généralement hommes ou femmes blanc(he)s d'un certain âge issu(e)s des classes moyennes, les militant(e)s du *Tea-Party* n'habitent souvent pas les mêmes quartiers que les *freeloaders* vilipendés dans les diatribes de *Fox News* (malgré l'évocation par Santelli de « voisins »), distance qui accrédite plus aisément à leurs yeux les refrains sur les « deuxièmes salles de bain » (*extra bathroom*). Plus important peut-être : ce type même de refrain est profondément enraciné depuis des décennies. On a coutume de faire remonter la révolte anti-impôt et le retour de bâton conservateur contre le consensus rooseveltien d'un État protecteur à la candidature de Barry Goldwater aux présidentielles de 1964¹², aussi à la fuite des blancs des quartiers centraux des grandes villes, incarnée par cette armée de « guerriers des banlieues résidentielles » (*suburban warriors*) aux quatre coins du pays¹³. On peut aussi, au-delà, faire remonter cette évolution à la tentative de redéfinition des citoyens américains en *contribuables* américains, historiquement liée au combat conservateur contre le 16^{ème} amendement de la constitution (1913), mouvement qui vit le jour en 1938. Cet amendement permit au Congrès de lever l'impôt sur le revenu.

Il y avait là, même si tel n'était pas nécessairement le but au départ, les conditions d'émergence d'un protectionnisme social (*Welfare chauvinism*) refusant d'étendre les aides publiques aux personnes différentes, qu'elles soient noires, femmes, non-méritantes, personnes à la moralité jugée critiquable, etc.¹⁴ Or, comme l'ont montré les chercheurs canadiens Keith Banting et Will Kymlicka, les populations consentent à l'impôt et à la redistribution d'autant plus facilement qu'elles peuvent s'identifier aux bénéficiaires des politiques sociales. Le principe de l'État-providence reposerait donc sur une identité nationale aux contours bien définis, et sur une relative homogénéité culturelle et ethno-raciale. La

12 Pour plus d'éléments, voir Romain Huret, *American Tax Resisters*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 2014.

13 Voir, par exemple, l'étude de cas du *Orange County* (Californie) par Lisa McGirr, *Suburban Warriors, The Origins of the New American Right*, New Jersey : Princeton University Press, 2001.

14 Voir *op.cit.*, p. 140-1.

diversification rapide des sociétés occidentales au gré des différentes vagues migratoires de l'après-guerre et de la mondialisation récente éroderait donc l'adhésion populaire à ces politiques. Et l'on sait que les États-Unis constituent un cas paradigmatique d'extrême diversité. C'est donc dans cette brèche que le mouvement *Tea-Party*, propulsé par l'arrivée d'un membre de la diversité à la Maison Blanche, s'est engouffré avec une véritable ferveur militante.

Malgré le choc immédiat de l'arrivée d'Obama aux affaires, rappeler la longue incubation politique de la réaction au paradigme rooseveltien d'un État fort est crucial en ce qu'il permet de relativiser la rapidité avec laquelle le mouvement *Tea-Party* a pu émerger. En effet, si l'on n'y regarde pas de près, ce mouvement fait penser, pour reprendre l'image de Kate Crehan, à des champignons géants après la pluie : un jour, il n'y a rien, le lendemain d'énormes champignons ont poussé dans la forêt ¹⁵. En réalité, des forces conservatrices, très généreusement financées par des *think-tanks* puissants ainsi que par quelques fortunes notoires (les frères Koch ¹⁶, déjà mentionnés), agissent en sous-mains depuis des décennies, jusqu'à que les conditions d'émergence d'un mouvement de masse soient remplies. Le moment opportun a été pour eux l'élection d'Obama et les mesures d'urgence -« socialistes », donc- en réaction aux dégâts sociaux occasionnés par la crise des *subprimes*. Le mouvement *Tea-Party* s'est engouffré dans cet espace, pour le plus grand bonheur des lobbies conservateurs et des grandes entreprises de plus en plus présents à Washington D.C, près des cercles de pouvoir, depuis la fin des années 1960 ¹⁷. Le *Tea-Party*, plus encore que différents mouvements conservateurs jusqu'alors, a semblé conféré un vernis populaire à des revendications jusqu'alors par définition élitaires. L'ironie de l'histoire est que pour mobiliser des masses, il a été fait recours à des méthodes de *community organizing* ouvertement inspirées de Saul Alinsky, l'auteur de *Rules for Radicals*, très populaire à gauche et qui avait déjà inspiré Obama au milieu des années 1980. Dans une plus large perspective, et malgré son caractère hétéroclite, incontrôlable et sa difficulté à s'inscrire dans le long terme, Le *Tea-Party* constitue le couronnement de décennies de bouillonnement et d'opposition à des

15 *Ibid.*, p. 120.

16 Ils ont fait fortune dans le pétrole et ont été élevés par leur père Fred, un membre de la réactionnaire *John Birch Society*. Depuis des années, les frères Koch ont octroyé la bagatelle d'une centaine de millions de dollars à des associations ou groupes conservateurs (voir l'article de Jane Mayer, *The New Yorker*, 30. 08. 2010).

17 Voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive, The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New York : The New Press, 2010.

politiques redistributrices jugées iniques par des personnes se considérant comme contribuables tout autant, sinon plus, que comme des citoyens.

II/ La dimension anti-immigration et nativiste

Plus qu'ailleurs sans doute compte tenu du poids d'une histoire qui ne passe pas, la question raciale est régulièrement évoquée en langage codé aux Etats-Unis. C'est ce qu'a finement analysé l'auteur Studs Terkel, notamment dans l'introduction de son ouvrage *Race : How Blacks and Whites Feel About the American Obsession*, publié au plus fort de l'affaire Rodney King en 1992¹⁸. Ce codage opère grâce à l'imprécision de certains stigmates sociaux comparables à ces potins ostracisants analysés par Norbert Elias¹⁹ : ainsi, lorsque des militants du *Tea-Party* disent « qu'ils ne veulent pas travailler », « qu'ils ne payent pas d'impôts » ou qu'« ils font du tapage pour être aidés », il est difficile de savoir si ce *they* (ou *them*) renvoie à des pauvres, à des non-méritants, à des noirs, des Latinos, ou à un amalgame réifié de toutes ces identités. Cette imprécision permet de récuser l'accusation de racisme, ou bien aux militants mêmes de ne pas se sentir racistes, mais simplement dotés de « bon sens », ou mus par un souci de justice qui relève du « sens commun ». Pourtant, des référents sociaux, politiques ou géographiques sont solidement racialisés depuis des décennies, et un message dénué de référence racial peut être reçu comme connoté racialement. Ainsi en va-t-il de la notion de « logement public » dès les années 1940 dans une ville comme Detroit²⁰, ce que confirme la mini série *Show Me A Hero* (David Simon) qui dépeint Yonkers (New York) à la fin des années 1980. Ainsi en va-t-il également de cette fameuse *Welfare Queen* évoquée par Ronald Reagan lors des primaires républicaines de 1976. En effet, en disant simplement *There's a woman in Chicago...*, le public a compris que cette femme, accumulant les aides sociales de manière scandaleuse, ne pouvait venir que de la *Southside* de la ville, et que donc elle ne pouvait être que noire.

18 New York : The New Press, 1992, p. 3-6.

19 Voir Norbert Elias, John L. Scotson, *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris : Fayard, 1997 [1965], p. 202-225.

20 Voir Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit*, New Jersey: Princeton University Press, 2005 [1996], p. 81.

Lorsque les *Tea-Partiers* évoquent l'assistanat dans lequel se vautrent des personnes non-méritantes, la plupart du temps ce « ils » ou « eux » est assez fortement racialisé, amalgamant, comme dans des discours du même type en France, en Grande-Bretagne ou ailleurs, véritables immigrés et minorités ethniques nées sur le sol américain, au premier rang desquels les noirs. C'est précisément ce qu'évoquent Theda Skocpol et Vanessa Williamson :

Talk about undeserving people collecting welfare benefits, racially laden group stereotypes certainly did float in and out of the interviews, even when people never mentioned African-Americans directly. Racial overtones were unmistakable, for instance, when a Virginia Tea Partier told us that a 'plantation mentality' was keeping 'some people' on welfare. These kinds of racially insensitive comments made in person were only a very faint echo of the racial slurs that appear rarely but persistently at Tea Party across the country, including in signs with racial epithets and signs equating the presidency of Barack Obama to 'white slavery'.²¹

De façon plus générale, le discours anti-immigration, raciste ou nativiste est brandi, souvent de manière codée, pour délégitimer les options politiques d'Obama, de ses aides d'urgence pourfendues par Rick Santelli aux réformes du système santé. La figure de l'autre, qu'il soit noir ou étranger, n'est donc pas au cœur du mouvement mais elle est souvent utilisée comme illustration privilégiée pour légitimer l'État minimum que les militants appellent de leur vœux, car le *Tea-Party* demeure avant tout un mouvement anti-impôt.

Quelques autres précisions s'imposent. D'abord, dans les enquêtes d'opinion sur le *Tea-Party*, il apparaît régulièrement que des blancs soient affublés des mêmes stigmates que les non-blancs, selon l'idée que des décennies d'État-Providence ont construit des générations entières d'assistés, faisant fi des barrières raciales. Ensuite, les militants eux-mêmes sont souvent intimement conscients de la manière dont leurs préjugés raciaux peuvent être appréhendés de l'extérieur. C'est ainsi qu'il existe une vraie crainte d'être taxé de racisme : Theda Skocpol et Vanessa Williamson avancent d'ailleurs que les conférenciers les plus populaires parmi les militants sont souvent des membres des minorités, et notamment des noirs, comme s'ils avaient quelque chose à se prouver ou à prouver envers l'opinion.

21 Cité dans *op.cit.*, p. 68-9.

La plupart du temps, ces craintes d'être taxé de racisme ne s'étendent guère aux immigrés illégaux. Comme en Grande-Bretagne ou en France, il existe une sorte de mythe profondément enraciné d'extrême générosité de l'État-Providence, sorte de puits sans fond qui bénéficierait avant tout aux « immigrés ». Chez les *Tea-Partiers* des États plus directement impactés par la question migratoire en provenance du Mexique -on pense par exemple à l'Arizona-, l'opposition aux « illégaux » qui, pense-t-on, perçoivent des aides très importantes est ouvertement exprimée. La menace immigrée est identifiée au fardeau qu'ils feraient peser sur le budget des aides sociales, et à une menace civilisationnelle : tel ou tel *Tea-Partier*, par exemple, déplore la nécessité de devoir sélectionner *English* ou *Spanish* pour avoir accès à des services divers ou effectuer des transactions presque quotidiennes ²². Ce discours décliniste semble s'être substitué à l'antienne sur les immigrés qui « prennent nos emplois », etc. notamment à cause de la disparition de millions d'emplois industriels, parfois délocalisés dans les pays d'origine des immigrés (Mexique, par exemple).

Le mythe selon lequel les illégaux touchent des aides (qu'ils ne méritent pas) est tout aussi profondément enraciné que celui de la générosité de l'État-Providence. Il est avidement alimenté par des politiques qui ont fait du *backlash* leur fond de commerce électoral. Ainsi, lors du premier discours sur l'État de l'Union d'Obama, le représentant républicain de Caroline du Sud Joe Wilson a lancé un “You Lie !” au président dans une violation mémorable du décorum politique. M. Obama venait d'insister sur le fait que seuls les citoyens américains légaux bénéficieraient de sa réforme de santé. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que de l'autre côté du pays, en Arizona, on ait vu fleurir des pancartes de *Tea-Partiers* arborant l'accusation “Illegal Immigrants Have Better Health Care Than I Do !” ²³.

Enfin, un certain nombre de *Tea-Partiers* affirment être pleinement conscients de ce que des étrangers, illégaux ou non, occupent des emplois subalternes et sous-payés dont ne veulent guère les jeunes générations d'Américains rendues oisives par la générosité des aides sociales. Larry, d'Arizona, fait un distinguo entre bons et mauvais immigrés clandestins, et

22 Voir Theda Skocpol, Vanessa Williamson, *op.cit.*, p. 46.

23 *Ibid.*, p. 72.

définit négativement les « mauvais » comme “not the ones trying to get a job painting or in your garden”²⁴. Un autre, Stanley, de Virginie, reconnaît volontiers :

It's not their fault they are here. I would have crossed the border too. They can't make a living down there. Why are they here ? Because of our greed. We the people, when we hire a landscaper, or a plumbing job, an owner with Americans working there...They will be underbid. We foster that. A lot of people want the cheaper thing, then bitch about the illegals.

Et le même enquêté d'insister sur les nombreux points communs entre lui-même, ses propres amis et de nombreux immigrants : centralité de la famille, valeurs traditionnelles, éthique du travail, respect des aînés, etc. Ce que pointe en réalité la citation plus haut, c'est la façon dont, membres d'une classe moyenne qui se vit comme fragilisée mais qui est détentrice d'un capital économique mobilisable pour améliorer son confort de vie, les militants du *Tea-Party* ont davantage à profiter des services des immigrants, légaux ou non, que les classes ouvrières entrant directement en concurrence avec ces immigrants sur le marché du travail. Des analyses du même type ont déjà été effectuées en Grande-Bretagne pour comprendre le ressentiment racial des classes ouvrières blanches²⁵.

L'aspect « nativiste » de la nébuleuse des *Tea-Partiers* est directement lié à la menace que fait peser l'immigration et l'intégration des Latinos sur le modèle W.A.S.P, groupe en perte de vitesse démographique. C'est cette perte de vitesse que Donald Trump a instrumentalisée à travers la nostalgie politique de son slogan “Make America Great Again”, et qui a contraint beaucoup d'Américains à une troublante introspection identitaire, illustrée par le dernier ouvrage du conservateur Samuel Huntington *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*²⁶. C'est entre autres choses le poids de ce nativisme du mouvement *Tea-Party* et son influence au Congrès qui a contraint Obama à ne pas tenir ses

24 *Ibid.*, p. 71.

25 Voir par exemple le rapport coordonné par Kjartan Pall Sveinsson, *Who Cares About the White Working Class ?*, Londres : The Runnymede Trust, 2010 ; voir aussi l'étude comparatiste (U.S. / U.K.) de Justin Gest, *The New Minority : White Working Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*, Oxford University Press, 2016.

26 New York : Simon & Schuster, 2004.

diverses promesses en matière de régularisation des immigrés latinos sans papier. Mais malgré cela, dans la perception de certains militants, Obama demeure un socialiste acquis aux étrangers et qui ne peut pas comprendre la « manière de faire américaine » (*American ways*), les traditions politiques du pays, etc... Il est parfois dit qu'il est socialiste parce qu'il n'a pas vraiment grandi aux Etats-Unis, mais plutôt à Hawaï, un territoire « marginalement » américain, et en Indonésie. C'est un des enjeux symboliques des polémiques autour de l'injonction qui lui a déjà faite de produire son certificat de naissance, un pseudo-scandale largement orchestré en 2011 par un certain... Donald Trump. L'accusation selon laquelle il n'est pas américain permet, d'après une grille de lecture classiquement déterministe, de prouver son « inaméricanité » politique, c'est-à-dire le fait qu'il est socialiste, dans un discours bien rôdé au moins depuis la guerre froide. Il faut ajouter à cela une dimension anti-intellectuelle dans l'hostilité vis-à-vis d'Obama, qui puise là aussi dans une longue tradition américaine, même si Theda Skocpol et Vanessa Williamson ont raison d'insister sur le fait que la majorité des *Tea-Partiers* sont des gens généralement plus instruits que la moyenne nationale ²⁷.

III/ La dimension islamophobe

La dimension islamophobe n'est pas au centre du mouvement mais elle irradie une partie du débat américain sur l'immigration, l'intégration et la politique étrangère. Contrairement au langage codé dont il est fait usage afin de rendre compte des réalités raciales qui gangrènent la société et l'histoire américaines, l'hostilité à l'islam et / ou aux musulmans, qu'on la nomme « islamophobie » ou qu'on rechigne à le faire, est quant à elle assez ouvertement exprimée. Edward Said, trente ans avant le 11-septembre, avait déjà évoqué l'idée selon laquelle aux Etats-Unis, depuis la crise des otages en Iran ²⁸, le discours anti-islam « passait » très bien et ne nécessitait pas l'utilisation de circonlocutions, dans des diatribes publiques ou privées qui auraient paru choquantes si elles avaient ciblé les Juifs ou

27 Voir *op.cit.*, p. 82.

28 Pour une excellente analyse de cette question, voir David Farber, *Taken Hostage : The Iran Hostage Crisis and America's First Encounter With Radical Islam*, New Jersey : Princeton University Press, 2006.

les Chrétiens, par exemple ²⁹. Il va de soi que le 11-septembre a ensuite encore davantage désinhibé la parole anti-musulmane, avant que l'élection d'Obama ne représente un véritable paroxysme. C'est l'idée qui est martelée par Nadia Marzouki dans son ouvrage *L'Islam : une religion américaine ?* ³⁰, notamment dans le passage suivant :

Malgré les cas nombreux et réels de discrimination à l'encontre des musulmans dénoncés aux États-Unis après les attentats de 2001, le public adhère dans l'ensemble au discours sur le bon musulman américain, distinct de l'extrémiste moyen-oriental et, surtout, du musulman prolétarisé et stigmatisé des banlieues européennes. À partir de 2008, la critique de l'islam se fait plus virulente, plus systématique, et recouvre très souvent une franche hostilité au président Barack Obama.

Certains propos de militants du *Tea-Party* sont des manifestations intéressantes de cette banalisation d'une hostilité envers tout un groupe religieux, ou envers une religion. Voici par exemple les paroles rapportées de John Patterson, de Lynchburg (Virginie), dont le fils combat en Iraq :

In Iraq, the 'wrong people cheered' the night Obama beat McCain, the 'same people trying to kill my son'. John is 'not calling Obama a Muslim', but he was glad when conservative-minded people who 'love the same things' about this country started organizing Tea-Party rallies and he could join the cause.

“Calling Obama a Muslim” montre de manière remarquable cette banalisation dont avait déjà parlé Edward Saïd. Le verbe *to call* utilisé de cette manière est d'ordinaire suivi d'une insulte, comme dans des phrases du parler de tous les jours comme “Are you calling me a liar?”. Ici, « musulman » est donc vu comme naturellement péjoratif, sans nécessité de justifier pourquoi. Plus intéressant : dans cette forme de sociabilité politique que constitue le *Tea-Party*, les enjeux géopolitiques liés à l'islam dans le monde, s'ils semblent lointains de prime abord, peuvent tout à fait affecter personnellement des familles entières, lorsque celles-

29 Voir *Covering Islam : How the Experts and the Media How We See the Rest of the World*, New York : Vintage, 1997 [1981].

30 Paris : Seuil, 2013.

ci ont, comme dans le cas présent, des proches qui combattent sur les théâtres d'opération américains. Enfin, comme cela arrive souvent, on voit à l'œuvre une sorte d'alliance objective entre Obama et le Jihadisme, soit parce qu'il est trop « mou » politiquement, soit parce que c'est un traître, selon les degrés de radicalité (ou d'aveuglement) des militants. *In fine*, ces nuances tendent à s'estomper : être "soft on Jihadism" comme on pouvait être "soft on communism" pendant la guerre froide revient de toute façon à être un compagnon de route.

Même si aux yeux des *Tea-Partiers* le combat contre les réformes de santé, pour le créationnisme et contre l'avortement sont centraux, la menace incarnée par l'islam, qui emprunte volontiers à des théories du complot que semblent valider régulièrement l'actualité nationale et internationale, n'est certainement pas à négliger, et surtout elle nourrit une sourde hostilité vis-à-vis d'Obama lui-même, qui est dépeint comme un musulman aux desseins gardés secrets car inavouables. Par exemple, la nébuleuse ultra-conservatrice anti-Obama déplore vivement que les documents stratégiques sur la sécurité nationale ne fassent plus mention de « guerre mondiale contre le terrorisme » et de « Jihad » mais bien d' "Overseas Contingency Operation" ³¹, comme si l'ennemi n'était plus le même que sous George W. Bush, ce que semble d'ailleurs confirmer une certaine lecture du discours du Caire d'Obama (04. 06. 2009). Ce sont des évolutions rhétoriques de ce genre qui ont donné du grain à moudre au mouvement anti-charia américain³², monté de toutes pièces par des *think-tanks* ultra-conservateurs tout heureux de pouvoir tenter de peser sur les choix en matière de politique étrangère. Sur le terrain, ces controverses se sont traduites par des mouvements locaux s'opposant à la construction de mosquées, auxquels les nombreux groupes *Tea-Party* ont pu prêter main forte. Dans un pays où la liberté de culte est totale, tout l'enjeu consiste à prouver que l'islam n'est pas une religion, mais bien une idéologie politique, ce qui permettrait d'interdire l'érection de mosquées. Certaines polémiques locales ont fait grand bruit, comme à Murfreesboro (Tennessee)³³, et elles ont puisé dans la vision d'un Obama complice ou « idiot utile » de la cinquième colonne musulmane.

31 *Ibid.*, p. 144.

32 *Ibid.*, p. 145-8.

33 Voir *Ibid.*, p. 126-9.

Tout le paradoxe est que, malgré le 11-septembre et la tragique litanie des attentats jihadistes dans le monde occidental, la composante musulmane de la société américaine est remarquablement « ordinaire » en matière de style de vie, de choix politiques, etc... et que, surtout, elle ne constitue même pas 1% de la population nationale ³⁴. Sociologiquement, elle est assez différente des sous-classes musulmanes issues de l'immigration ouvrière en France, Grande-Bretagne, Allemagne, etc. Comme le rappelle Olivier Roy dans sa préface à l'ouvrage de Nadia Marzouki, « Aux États-Unis, le débat sur l'immigration et les exclus concerne des populations qui ne sont pas (ou très peu) musulmanes : les 'Latinos' pour l'immigration et les Noirs américains pour l'exclusion sociale » ³⁵. Ceci indirectement a pour effet d'accroître encore davantage l'invisibilité sociale du groupe musulman, lui-même ultra-minoritaire démographiquement. Ce sont seulement le contexte international et la « grammaire paranoïaque » des cercles ultra-conservateurs pourfendant le « musulman » Obama qui peuvent donner une espèce de légitimité au discours anti-musulman aux États-Unis. Ce type de discours vient compléter les autres dimensions réactionnaires du *Tea-Party*, et peut éventuellement prendre le dessus sur elles au gré de l'actualité.

Conclusion

C'est un fait connu que J. P. Morgan détestait Franklin Delano Roosevelt à un point tel que dans le cercle familial, il était interdit de prononcer son nom, que tout le monde savait qui était désigné par "that man" et que les photos du président du *New Deal* étaient soigneusement découpées et retirées des journaux que le désormais vieux banquier lisait au coin du feu. C'est aussi de cette manière qu'il faut appréhender la détestation d'Obama : même si à l'inverse de F.D.R. Obama n'a jamais été contraint par un puissant mouvement populaire à infléchir sa politique clairement à gauche ³⁶, il n'en reste pas moins que pour certains milliardaires, Obama figure un objet hystérisé de haine personnelle. La dimension anti-Obama du *Tea-Party* est aussi à considérer de cette façon, c'est-à-dire comme la percolation (*trickle-down*) au sein d'un mouvement de masse d'une hostilité nourrie et

34 Nadia Marzouki (*Ibid.*, p. 22) donne le chiffre de 0.6% en 2013. Cette donnée ne peut être précise toutefois, en l'absence de statistiques religieuses aux États-Unis.

35 *Ibid.*, p. 12.

36 Voir par exemple l'article de Frances Fox Piven, "Obama needs a protest movement", *The Nation*, 01. 12. 2008.

instrumentalisée par une partie des élites économiques, même si ces dernières n'ont pas eu *a priori* à se plaindre tant que cela d'un président ayant renoncé à nationaliser les grandes banques, malgré les exhortations d'économistes de renom tels que Paul Krugman, Joseph Stiglitz, etc. Ces échos, emprunts, mises au ban parallèles d'une même figure honnie permettent dans une certaine mesure de dépasser les polémiques somme toute stériles sur le caractère *astroturf*³⁷ ou non du mouvement *Tea-Party*, qui doit aussi son existence et sa vigueur à une hostilité personnelle envers un président qui est semblable qu'on compte parmi les 1% les plus riches ou qu'on appartienne aux classes moyennes blanches se vivant comme fragilisées, celles-là même qui sont interrogées par Theda Skocpol et Vanessa Williamson.

Avec le recul dont on dispose désormais, et par-delà les études portant sur la sociologie du *Tea-Party* et ses différents répertoires d'action collective, force est de constater que le mouvement réactionnaire impulsé par Rick Santelli, et qui attendait en coulisse avant d'occuper bruyamment le terrain du débat public, aura constitué un frein très puissant à l'avènement d'une politique intérieure et étrangère véritablement progressiste au sein de l'administration Obama, après le long cauchemar qu'auront été les années G. W. Bush pour la gauche américaine. Le contraste avec F. D. Roosevelt, fût-ce dans un contexte historique tout autre, est ici patent. Enfin, si le bilan progressiste d'Obama a été implacablement bridé par le *Tea-Party*, la victoire électorale de Trump aux présidentielles de 2016 est aussi à compter parmi les éléments du bilan de ce mouvement réactionnaire, que Trump contre toute attente est parvenu à doubler par la droite.

Bibliographie

Banting, Keith & Kymlicka, Will (eds), *Multiculturalism and the Welfare State, Recognition and Redistribution in Contemporary Democracies*, Oxford : Oxford University Press, 2006.

Cowie, Jefferson, *Stayin' Alive, The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New York : The New Press, 2010.

³⁷ Ce terme presque impossible à traduire fait référence aux mouvements soi-disant populaires créés de toutes pièces par des puissants lobbys, comme lorsque de (faux) mouvements locaux en faveur de la construction de magasins Wal-Mart ont vu le jour, par exemple.

Crehan, Kate, *Gramsci's Common Sense, Inequality and Its Narratives*, Durham (N.C.) : Duke University Press, 2016.

Diamond, Andrew & N'Diaye, Pap, *Histoire de Chicago*, Paris : Fayard, 2013.

Farber, David, *Taken Hostage : The Iran Hostage Crisis and America's First Encounter With Radical Islam*, New Jersey : Princeton University Press, 2006.

Formisano, Ronald, *The Tea-Party, A Brief History*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2012.

Fox Piven, Frances, "Obama needs a protest movement", *The Nation*, 01. 12. 2008.

Gest, Justin, *The New Minority : White Working Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*, Oxford University Press, 2016.

Huntington, Samuel, *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*, New York: Simon & Schuster, 2004.

Huret, Romain, *American Tax Resisters*, Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 2014.

Marzouki, Nadia, *L'Islam : une religion américaine ?*, Paris : Le Seuil, 2013.

McGirr, Lisa, *Suburban Warriors, The Origins of the New American Right*, New Jersey : Princeton University Press, 2001.

Piketti, Thomas, *Le Capital au 21^{ème} siècle*, Paris : Fayard, 2013.

Sveinsson, Kjartan Pall, *Who Cares About the White Working Class ?*, Londres : The Runnymede Trust, 2009, disponible en ligne :

<http://www.runnymedetrust.org/uploads/publications/pdfs/WhoCaresAboutTheWhiteWorkingClass-2009.pdf>

Said, Edward, *Covering Islam : How the Experts and the Media Determine How We See the Rest of the World*, New York, Vintage, 1996 [1981].

Skocpol, Theda & Williamson, Vanessa, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, Oxford : Oxford University Press, 2012.

Sugrue, Thomas J., *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit*, New Jersey: Princeton University Press, 2005 [1996].

